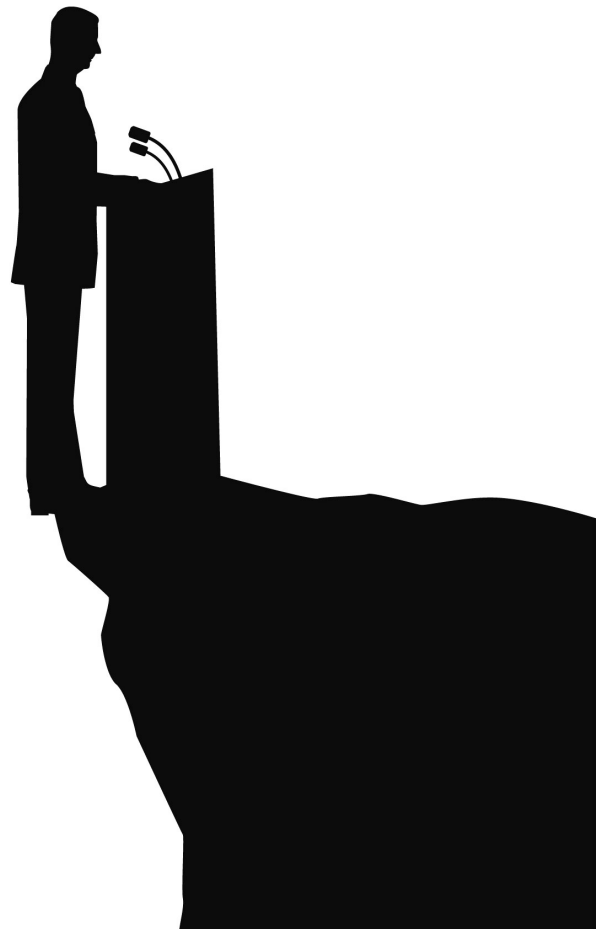


II. De la guerre civile à la confrontation régionale



Aux revendications initiales et légitimes des Syriens, se sont ajoutées les dimensions régionales et internationales d'un conflit qui dure.

Les pays voisins sont-ils déstabilisés par la situation syrienne ?

Oui, bien sûr en raison du nombre de réfugiés syriens* en Turquie (2 973 980), au Liban (1 011 366), en Jordanie (658 015), Irak (236 772) et dans une moindre mesure en Égypte (120 154). La situation est différente suivant les pays : la Turquie et la Jordanie ont organisé l'accueil dans des camps non loin de la frontière avec la Syrie** alors qu'au Liban, face au nombre grandissant de Syriens venant dans ce pays, les autorités de ce pays ont pris des mesures leur rendant très difficile l'accès. Si le Liban et la Jordanie adoptent une politique prudente, la Turquie a adopté une politique plus volontariste, parallèlement à un engagement très fort sur la crise syrienne. Les pays limitrophes de la Syrie ont pris en charge la masse des réfugiés avec des conséquences lourdes sur leurs sociétés et sur le plan économique alors que les pays européens ont largement fermé leurs portes, ne laissant passer les réfugiés qu'au compte-gouttes. Les pays de l'Union n'ont ainsi accepté le dossier que de 884 461 réfugiés entre mars 2011 et octobre 2016 et 14 265 seulement pour la France...

* Chiffres de l'[UNHCR](#) d'avril 2017

** Il faut cependant préciser qu'aujourd'hui la majorité des réfugiés syriens en Turquie vivent dans des villes et non dans les camps. Probablement, est-ce de plus en plus le cas aussi au Liban.

Qui sont les alliés du régime de Bachar Al-Assad ?

Le régime bénéficie depuis le début de la révolution du soutien

indéfectible de l'Iran sur les plans politique, financier, diplomatique et militaire car Téhéran ne veut absolument pas qu'un pouvoir sunnite, potentiellement soutenu par les pétromonarchies du Golfe et, plus particulièrement, l'Arabie saoudite, s'installe à Damas.

Pour l'Iran, il est important d'avoir cette continuité stratégique Téhéran-Bagdad-Damas-Hezbollah. C'est pour cela que l'on parle, en simplifiant, d'un « axe chiite » contre un « axe sunnite » formé de Riyad-Le Caire-Ankara sans oublier les pétromonarchies du Golfe.

Sur le terrain, la présence iranienne est composée de plusieurs centaines de conseillers, de paramilitaires ou encore de la force Al-Qods. En décembre 2013, après une montée en puissance en vue des négociations de Genève II, la présence iranienne en Syrie a été évaluée à 10 000 hommes (voir [cet article](#)). En 2015, des sources de sécurité syrienne ont révélé que 7 000 à 10 000 soldats de la seule brigade Al-Qods, avaient été déployés autour de Damas pour la protéger après la prise de Palmyre par l'EI.

Acteur de terrain, l'Iran ne devient que progressivement acteur diplomatique. Le tournant est l'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015. Tous les efforts de Washington étaient concentrés sur l'obtention de cet accord qui était une priorité pour Barack Obama. Certains observateurs considèrent même que le président américain a reculé en août 2013 lorsqu'il était question d'une intervention en Syrie après les attaques chimiques, pour ne pas entraver les discussions avec les Iraniens.

Jusqu'alors, les Iraniens avaient été marginalisés dans les premiers rounds de négociation pour une solution pacifique au conflit. L'embellie diplomatique du 14 juillet 2015 a réintroduit l'Iran dans la partie. Cette association était nécessaire ; il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante.

[« Les djihadistes chiites, l'autre menace pour l'avenir de la Syrie et des Syriens \(3/3\) »](#)

Outre les forces iraniennes, de nombreuses milices chiites étrangères (irakiennes, libanaises, afghanes, pakistanaises...) sont venues combattre en Syrie pour le compte du régime. Le Hezbollah chiite libanais que soutient Téhéran est partie prenante au conflit aux côtés des forces d'Assad. Le 5 juin 2013, il entre officiellement sur le territoire syrien et il reprend la ville frontalière de Qusayr aux insurgés, évitant au régime une

défaite qui aurait pu constituer un prélude à son effondrement. Les troupes du Hezbollah libanais en Syrie comptent 5 à 8 000 combattants environ. Le régime syrien peut aussi compter sur les milices irakiennes chiites (environ 80), qui compteraient entre 20 et 25 000 combattants. La liste continue (voir la synthèse de [Jean-Pierre Perrin](#)).

Ces forces viennent soutenir une armée exsangue, avec parfois des dissensions sur les objectifs militaires ou sur la stratégie à adopter. Elles ont dans tous les cas permis à plusieurs reprises au régime d'éviter l'effondrement. Elles ont été en première ligne pour la reprise d'Alep en décembre «[Ces milices étrangères qui reconquièrent la Syrie pour Bachar el-Assad](#)»)

Quels pays soutiennent l'opposition?

La Turquie est un acteur majeur du conflit syrien. D'abord pour une raison géographique puisqu'elle partage 900 kilomètres de frontière avec la Syrie. C'est la première terre d'accueil des réfugiés syriens qui ont fui les bombardements tout au long des années de conflit. Cette frontière est aussi le point de passage obligé pour l'approvisionnement de tout le nord syrien en marchandises et en aides médicales et humanitaires, mais aussi en armes pour les groupes combattants. Le sud de la Turquie est la base arrière tant des organisations internationales humanitaires qui travaillent pour la Syrie que de l'opposition politique et militaire syrienne. On a par ailleurs reproché au gouvernement turc une attitude pour le moins laxiste vis-à-vis des jihadistes, laissant entrer troupes et armes en Syrie.

La Turquie a été aussi un acteur politique de premier plan aux diverses étapes du conflit syrien. Lors de la répression des manifestations par le régime syrien en mars 2011, elle a tenté de mener une médiation pour convaincre Bachar Al-Assad de conduire les quelques réformes demandées par les manifestants. Face à son refus et à la persistance d'une politique de répression, les Turcs ont pris ouvertement position contre le régime et appuyé l'opposition, en accueillant ses premières réunions et toutes ses institutions et organisations.

Membre de l'OTAN et proche des pays arabes du Golfe, la Turquie a longtemps plaidé pour une implication occidentale plus affirmée en Syrie. Elle appelait notamment à l'instauration de zones d'exclusion aérienne

au nord de la Syrie pour protéger les populations des bombardements et contenir le flot des réfugiés. Mais sur ce point et d'autres, les désaccords entre la Turquie d'Erdogan, l'Union européenne et les États-Unis n'ont cessé de s'accroître.

La position turque a évolué à mesure que le régime d'Erdogan se raidissait. La tentative de coup d'État en juillet 2016 fait apparaître d'autres priorités chez le dirigeant turc, qui se rapproche sensiblement des Russes et modère son opposition au régime syrien. L'entente avec la Russie de Poutine à l'été 2016 permet aux forces turques de mener une opération militaire pour chasser Daech de la frontière turco-syrienne. L'opération « Bouclier de l'Euphrate » menée par l'armée turque avec des groupes armés de l'opposition syrienne a permis de reprendre les villes de Jarablus puis d'Al-Bab au nord de la Syrie, éliminant totalement Daech de la région.

Cette opération de la Turquie visait dans le même temps à empêcher les Kurdes syriens de prendre la portion de territoire qui leur aurait permis de réaliser une continuité de leur territoire autonome le long de la frontière turco-syrienne. Le facteur kurde guide en effet la politique de la Turquie, qui craint que l'autonomisation d'un Kurdistan syrien ne réactive les tensions en Turquie même. Sur ce point, elle n'obtient aucune garantie non plus des Occidentaux.

Comme la Turquie, les pétromonarchies du Golfe ont rapidement pris position contre le régime syrien et soutenu l'opposition qui cherchait à le renverser. Mais il s'agissait davantage pour eux de gagner en influence régionale, notamment face à l'adversaire iranien, que d'un appui aux revendications démocratiques de la révolution syrienne.

L'aide politique, diplomatique, financière, militaire et humanitaire de ces pays arabes a été vitale pour l'opposition et pour la population syriennes tout au long de ces années de conflit. Elle a manqué toutefois de coordination et de cohérence en raison des rivalités entre les différents pays qui avaient leurs propres agendas.

Ainsi, l'Arabie Saoudite et le Qatar, les plus engagés aux côtés de l'opposition, ont joué chacun leur propre partition, provoquant souvent des divisions. Avec l'ambition de s'imposer comme le véritable parrain de l'opposition syrienne, le Qatar a privilégié les groupes politiques et militaires islamistes. L'Arabie Saoudite a joué un rôle politique plus affirmé depuis l'accession au pouvoir du roi Salman en 2015. Riyad a

organisé en décembre de cette année-là une réunion pour former une large plateforme de l'opposition politique et armée. Ainsi s'est constitué le Haut Comité des négociations qui mène depuis lors les pourparlers à Genève sous l'égide de l'ONU.

Comment Israël voit-il le conflit syrien ?

Israël suit bien évidemment avec une grande attention tout ce qui touche à son voisin syrien. Si son aviation a mené plusieurs raids aériens – 30/01/2013, 3 et 5/05, 5/07, 31/10 – contre des centres de recherche militaires près de Damas ou contre des convois du Hezbollah, Israël n'influe pas sur le conflit. Il est avant tout préoccupé par la présence de l'arsenal d'armes chimiques syrien et par le risque qu'il ne tombe entre les mains de groupes rebelles radicaux ou entre celles de la milice chiite libanaise. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a d'ailleurs déclaré : « *Nous menons de temps en temps des opérations en Syrie afin d'éviter que ce pays ne se transforme en front contre nous* ». Les responsables israéliens sont partagés sur le devenir de la Syrie. Certains s'accommoderaient du maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir car ils le connaissent et savent qu'ils peuvent compter sur lui pour contrôler la frontière (ce qu'il fait effectivement et malgré les discours depuis 1974), quand d'autres estiment que l'arrivée au pouvoir de jihadistes sunnites provoquerait un chaos profitable et affaiblirait leur ennemi, à savoir le Hezbollah.